

## 15.4 Entreprises publiques

Les **entreprises publiques** sont définies comme l'ensemble des **sociétés** directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des **groupes** dont la tête est détenue majoritairement par l'État.

Fin 2017, l'État contrôle 1 751 sociétés françaises, dont 89 directement. Les 767 400 salariés travaillant dans ces sociétés représentent 3,1 % de l'emploi salarié en France. Par rapport à 2016, 43 sociétés supplémentaires sont détenues majoritairement par l'État, dont 3 sous contrôle direct. Cet accroissement net est dû principalement à l'augmentation du nombre de filiales au sein des groupes La Poste (+ 36 sociétés) et Électricité de France (EDF, + 32 sociétés).

À l'inverse, les effectifs salariés des sociétés contrôlées majoritairement par l'État diminuent de 10 000, après une baisse de 13 000 salariés en 2016.

L'évolution du contour des sociétés détenues par l'État provient en premier lieu d'acquisitions de sociétés privées par des groupes publics. En 2017, les investissements publics dans le secteur de la santé et du numérique se confirment. Le groupe SNCF, via sa filiale Keolis, a noué une alliance capitalistique avec les groupes de transport sanitaire Intégral et Douillard pour créer Keolis Santé. La Poste prend une **participation** majoritaire dans le capital d'Asten Santé et d'Agevie. Ainsi, elle complète son offre de service dans le domaine de la santé à domicile. La Poste poursuit également son investissement dans les nouvelles technologies.

Enfin, elle étoffe sa gamme de services à la personne, par l'acquisition de Domiserve, premier émetteur de chèque emploi service universel (CESU). Des restructurations ont été opérées au sein même des groupes publics, essentiellement dans le secteur nucléaire. Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) ne comprend plus que 3 sociétés et 16 000 salariés en 2017, contre 60 sociétés et 43 000 salariés en 2016. EDF a pris possession de 75 % de Framatome.

Près de 80 % des sociétés détenues majoritairement par l'État appartiennent aux trois plus grands groupes : La Poste, SNCF et EDF. La Poste demeure le premier employeur. Comme en 2016, ces trois groupes emploient près de 3 salariés sur 4 au sein des sociétés contrôlées majoritairement par l'État. Le secteur tertiaire concentre toujours plus des trois quarts des effectifs. En particulier, le secteur des transports et de l'entreposage rassemble 60 % des effectifs de l'ensemble des sociétés contrôlées majoritairement par l'État. Le nombre de salariés y est en légère baisse par rapport à 2016. Cela est dû en grande partie à la baisse des effectifs dans les têtes de groupe La Poste et SNCF Mobilités. L'industrie est le deuxième secteur, avec 22 % des emplois et 27 % des sociétés contrôlées majoritairement par l'État. Le nombre d'emplois y diminue de 4 100 salariés. L'emploi des sociétés contrôlées par l'État dans les secteurs de l'agriculture et de la construction reste très faible. ■

### Définitions

**Entreprise publique** : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

**Société** : dans cette page, unité légale ayant la personnalité morale.

**Emploi en équivalent temps plein (EQTP), groupe, nationalisation, participation, privatisation, répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (Recme), unité légale** : voir rubrique « Définitions » en annexe.

### Pour en savoir plus

- « Rapport d'activité 2018-2019 », Agence des participations de l'État, octobre 2019.
- « Les comptes des administrations publiques en 2018 – Le déficit public poursuit sa baisse et s'établit à 2,5 % du PIB », *Insee Première* n° 1753, mai 2019.
- « Le nombre de sociétés contrôlées par l'État continue d'augmenter en 2017 », *Insee Focus* n° 150, mars 2019.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2017

	Nombre de sociétés (p)	Effectifs salariés (p) en milliers	Principaux groupes présents dans le secteur
<b>Agriculture</b>	<b>6</b>	<b>9,8</b>	<b>Office national des forêts</b>
<b>Industrie</b>	<b>474</b>	<b>165,0</b>	
<i>dont : fabrication de machines et d'équipements électriques<sup>1</sup></i>	7	1,1	ORANO
<i>fabrication de matériels de transport</i>	3	12,9	NAVAL GROUP
<i>fabrication d'autres produits industriels</i>	31	19,7	ORANO
<i>ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</i>	432	131,3	EDF
<b>Construction</b>	<b>60</b>	<b>3,4</b>	<b>EDF</b>
<b>Tertiaire</b>	<b>1 211</b>	<b>589,2</b>	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	28	1,8	UGAP
Transports et entreposage	444	457,2	La Poste, SNCF, RATP, Aéroports de Paris
Hébergement et restauration	2	0,3	ONF SNCF
Information et communication	83	22,6	France Télévision
Activités financières et d'assurance	182	20,3	Banque de France
Activités immobilières	124	2,6	SNCF
Act. spéc., scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	270	64,3	CEA, La Poste
Adm. publique, enseignement, santé humaine et action sociale	55	11,4	Établissement français du sang
Autres activités de services	23	8,7	Opéra de Paris, FDJ
<b>Total</b>	<b>1 751</b>	<b>767,4</b>	

1. Y c. fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

Source : Insee, Recme.

## Mouvements des entreprises publiques en 2017

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
<b>Entreprises présentes fin 2016 (r)</b>	<b>1 708</b>	<b>777 785</b>
+ Entreprises présentes en 2016 et en 2017	1 530	- 6 248
+ Entreprises entrantes en 2017	+ 221	+ 2 969
- Entreprises sortantes en 2017	- 178	- 7 141
<b>Entreprises présentes fin 2017 (p)</b>	<b>1 751</b>	<b>767 365</b>

Source : Insee, Recme.

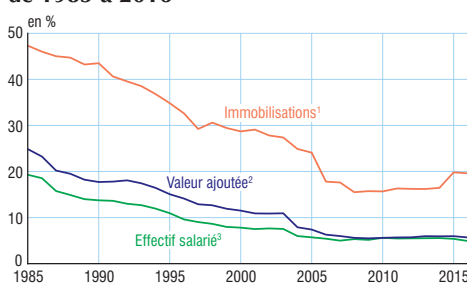
## Principales entreprises à participation publique selon le chiffre d'affaires en 2018

	% détenu par l'État <sup>1</sup>	Chiffre d'affaires <sup>1</sup> en millions d'euros	Résultat net <sup>1</sup> en millions d'euros	Effectifs en EQTP en milliers
EDF	71	68 976	1 177	165,8
Airbus	11	63 707	3 054	133,7
ENGIE	24	60 596	1 033	158,5
Renault	15	57 419	3 302	183,0
Orange	13	41 381	1 954	135,9
SNCF	100	33 311	141	272,7
Air France - KLM	14	26 512	409	82,2
Safran	11	21 025	1 283	66,5
La Poste	74	19 154	798	251,2
Thales	26	15 855	982	66,1
RATP	100	5 562	200	59,9
Aéroport de Paris	51	4 478	610	25,9
Eramet	26	3 725	53	12,7
Orano	50	3 623	- 544	18,8
Naval Group	62	3 608	178	13,6
France Télévisions	100	3 087	- 89	9,6
Française des Jeux	72	1 803	170	2,3
STX France - Chantiers de l'Atlantique	84	1 669	37	2,8
Odas	34	739	7	///
Radio France	100	671	7	4,6

1. Au 31 décembre.

Source : Agence des participations de l'État.

## Poids du secteur public dans l'économie de 1985 à 2016

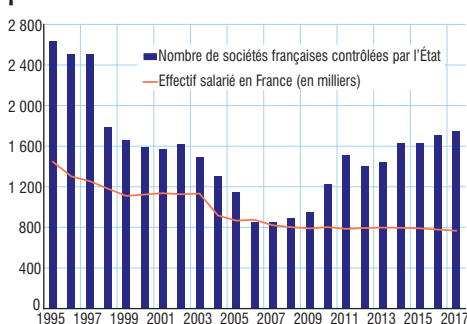


1. Essentiellement les bâtiments et les machines. 2. Valeur ajoutée brute au coût des facteurs jusqu'en 2008, hors taxes depuis 2009. 3. Au 31 décembre. Champ : ensemble de l'économie marchande hors secteurs agricoles et financiers.

Note : depuis 2008, les entreprises publiques sont les entreprises (au sens du décret LME, c'est-à-dire le groupe dans son ensemble, l'entreprise profilée ou l'unité légale indépendante) contrôlées par l'État.

Source : Insee, Esane, Clap, Lifi.

## Sociétés contrôlées majoritairement par l'État de 1995 à 2017



Source : Insee, Recme.

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard